

Interpellation du président de l'Union Syndicale Lycéenne : ÇA SUFFIT ! Soutien total aux jeunes mobilisés pour la paix !

Montreuil, le 24 mai 2024

Mardi 14 mai, des lycéens qui bloquaient le lycée Maurice Genevoix de Montrouge pour manifester leur soutien au peuple palestinien et le cessez-le-feu à Gaza ont fait l'objet d'une répression brutale. Cinq lycéens ont été placés en garde à vue. Une lycéenne est assignée devant le tribunal des mineurs en juillet pour « organisation d'un rassemblement armé », et un lycéen devra effectuer des travaux d'intérêt général.

Lors d'un nouveau rassemblement organisé devant l'établissement le 17 mai, en présence de militants de l'Union Syndicale Lycéenne, le président de cette organisation, Gwenn Thomas-Alves, a été violemment interpellé et emmené au commissariat. Il est convoqué devant la police ce vendredi 24 mai pour « outrage et dégradations en réunion », du fait d'un graffiti exécuté lors du blocus du lycée.

Ces évènements surviennent quelques jours seulement après la répression et l'interpellation de lycéens du lycée Claude Monet à Paris 13^e, qui bloquaient vendredi 3 mai leur établissement pour protester contre Parcoursup et le « choc des savoirs ». Ils s'inscrivent dans la continuité de la répression dirigée, au cours des dernières semaines, contre les étudiants mobilisés pour le cessez-le-feu à Gaza et l'arrêt du génocide en cours contre le peuple palestinien. Ils participent de l'escalade autoritaire qui a conduit le gouvernement à remettre en cause au cours des derniers mois les libertés démocratiques, parmi lesquelles les libertés de se réunir, de se rassembler, de manifester, et dans ce cadre à multiplier les procédures visant à criminaliser l'action syndicale, à poursuivre voire condamner des militants syndicaux comme Jean-Paul Delescaut ou Kamel Brahmi, à convoquer devant la police des opposants politiques comme Mathilde Panot et Rima Hassan.

La FNEC FP-FO condamne fermement la répression dirigée contre les lycéens, les étudiants et leurs organisations qui se mobilisent pour la paix et leurs revendications. Elle exige l'abandon des poursuites contre les lycéens et étudiants interpellés. Elle déclare son soutien total à Gwenn Thomas-Alves, à l'USL, et à tous les lycéens, les étudiants qui défendent la paix, l'École publique, les droits et libertés.

La FNEC FP-FO condamne la volonté gouvernementale d'intimider, de terroriser, de mettre au pas des jeunes auxquels l'École est censée apprendre notamment l'esprit critique, les libertés d'opinion et d'expression. Elle appelle l'ensemble de ses syndicats à soutenir les mobilisations des lycéens et des étudiants pour le cessez-le-feu à Gaza, et contre les mesures de casse de l'École et du droit à l'instruction (« choc des savoirs », Bac Blanquer, Parcoursup...).